

# François De Smet

## «N'oublions pas que la N-VA est une auberge espagnole»

### INTERVIEW

JEAN-PAUL BOMBAERTS

«**L**a Belgique est entrée de manière inattendue dans une logique confédérale. Et ce, non pas à la suite de revendications communautaires empêchant la mise sur pied d'un gouvernement, mais en raison des choix de coalition posés par les partis.» Tel est le constat posé par le philosophe François De Smet (ULB) et le caricaturiste politique Pierre Kroll dans un ouvrage à la fois pédagogique et ludique sur la nouvelle configuration institutionnelle belge.

«Le cas de la Belgique est assez symptomatique d'une loi de Murphy politique: à chaque fois qu'une possibilité émerge de rendre les choses plus compliquées, la classe politique s'en saisit, tel un enfant pressé d'écarteler en tous sens son nouveau jouet», observent-ils. Faut-il pour autant s'inquiéter pour la survie de la Belgique en tant qu'Etat? Nous avons posé la question à François De Smet.

**En quoi l'accession de la N-VA au gouvernement fédéral où les francophones sont minoritaires serait-il un facteur de désintégration?**

Depuis les élections du 25 mai 2014, le paysage politique belge a été bousculé avec une rare violence. Pour la première fois, les francophones se retrouvent gouvernés par des majorités entièrement différentes dans les Régions et au fédéral, tandis que les Flamands disposent de majorités homogènes. Un tel cas de figure, où aucun parti francophone ne se trouve à la fois au pouvoir au fédéral et dans les Régions, est inédit.

Si cela est constitutionnellement valide, je ne suis pas certain

que ce soit à terme démocratiquement très sain. Car de telles asymétries rendent les choses peu lisibles. Le citoyen risque fort d'être largué et de se réfugier dans un vote antisystème ou dans l'abstention.

**La Suisse et le Canada sont également composés de plusieurs communautés. En quoi le cas belge serait-il si exceptionnel?**

La grande différence, c'est que la plupart des Etats fédéraux sont le résultat d'un rapprochement entre des entités initialement séparées et qui décident un beau jour d'unir leurs destins respectifs. Chez nous, on a affaire à un fédéralisme centrifuge. Ce qui nous force ensuite à trouver des mécanismes pour mieux mettre en commun ce qu'on vient de diviser... À cela s'ajoute le fait qu'un fédéralisme à deux ne constitue pas la configuration la plus aisée: on est dans un face-à-face permanent.

**La N-VA ressasse sans cesse le discours de deux démocraties différentes: n'est-ce pas oublier qu'au niveau économique et démographique, les entités fédérées sont très imbriquées?**

L'image de deux démocraties provient de Bart De Wever l'historien. Il y a des historiens dans la plupart des partis. Et parfois, il est difficile de faire la différence entre leur analyse historique et leur prise de position politique. Si De Wever tape sans cesse sur le même clou, c'est dans l'espoir d'accélérer le mouvement. Mais on pourrait tout aussi bien faire l'exercice inverse, c'est-à-dire prendre des mesures de nature à rapprocher les deux communautés. Comme par exemple les écoles en immersion, la circonscription fédérale ou encore la refédéralisation de certaines compétences.

**On dit souvent que c'est la dette publique qui empêche la Belgique d'éclater.**

C'est un argument bien belge, nous sommes très complexés par rapport à notre dette. Mais un pays ne tient pas que par l'argent. Une dette, ça se divise. En revanche, ce qui tient un pays ensemble, c'est davantage l'interdépendance économique ou la sécurité sociale.

**Les études universitaires montrent invariablement que seuls 10 à 15% des Flamands sont ouvertement séparatistes. Le problème institutionnel belge n'est-il dès lors pas surfait?**

N'oublions pas que la N-VA est une auberge espagnole. On y trouve de tout: des gens qui veulent payer moins d'impôts, des flamingants ou encore des gens qui rejettent un certain establishment. La force de la N-VA est d'avoir su fédérer tous ces courants autour de la personne de Bart De Wever. La question est à présent de voir comment la N-VA va sortir de l'épreuve du pouvoir fédéral. Habituellement, les idéalistes désertent le parti après une telle expérience. On l'a vu dans le passé avec la Volksunie. Jusqu'ici, la N-VA a joué le jeu et s'est montrée loyale. Il faut attendre et voir.

**Les référendums en Ecosse et en Catalogne ne constituent-ils pas des précédents inquiétants?**

Ces deux cas sont avant tout l'illustration d'un échec européen. Si l'Europe est née du «plus jamais ça», on n'est malheureusement pas parvenu à prouver que l'Europe peut faire autre chose qu'empêcher la guerre entre ses membres. On a cru à tort que la construction européenne allait neutraliser les envies de repli identitaire et tout stabiliser. L'individu aura toujours

besoin d'une identité plus large que sa seule famille biologique.

**Si vous deviez émettre un pronostic sur les chances de survie de la Belgique?**

Je serais modérément optimiste. Pour le futur proche, on peut tabler sur deux ou trois années de paix communautaire. En outre, l'«évaporation naturelle» qu'évoquent régulièrement certains nationalistes flamands, ça ne marchera pas. Car pour séparer, il faut rompre l'ordre établi, il faut un moment de transgression. Comme la N-VA est un parti démocratique et que leur électorat n'est pas majoritairement séparatiste, je ne vois pas arriver à court terme le momentum. Même si – il faut en convenir – le pays est de plus en

plus difficile à gouverner.

**Vous êtes attaché à la Belgique?**

Je l'aime bien. Certes, toutes les nations sont artificielles, mais les Belges sont les seuls à le savoir.

La Belgique est un pays qui ne se prend pas pour davantage qu'un pays. Ce détachement explique sans doute notre humour surréaliste. On observe ces dernières années à quel point cette identité est porteuse au plan culturel et artistique. Ce serait dommage de perdre cette spécificité.

Bien sûr, rien de ce qui nous entoure n'est éternel. Pas même le soleil. Mais il serait dommage qu'à court terme la Belgique disparaisse.

*«Petit guide de survie en Belgique fédérale», François De Smet et Pierre Kroll, éditions Renaissance du Livre, 158 pages, 9,90 €.*

**«Le cas de la Belgique est symptomatique d'une loi de Murphy politique: à chaque fois qu'une possibilité émerge de rendre les choses plus compliquées, la classe politique s'en saisit.»**